

Rapport financier 2015

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Sainte-Angèle-de-Monnoir

Code géographique : 55030

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier

S3

Section I - États financiers

Table des matières	S4
États financiers audités	S5 - S25
Renseignements non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Pierrette Gendron, atteste la véracité du rapport financier

de Sainte-Angèle-de-Monnoir pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015.
(Nom de l'organisme)

[Originale signée]

Signature _____ Date 2016-04-04

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	9
Charges par objets	10
État des résultats	11
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	12
État des gains et pertes de réévaluation	12
État de la situation financière	13
État des flux de trésorerie	14
Notes complémentaires aux états financiers	15
Autres renseignements complémentaires	
Excédent (déficit) accumulé	16
Avantages sociaux futurs	17
Endettement total net à long terme	18
Renseignements non audités	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	23

Section I - États financiers

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de
Municipalité de Sainte-Angèle-de-Monnoir

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Municipalité de Sainte-Angèle-de-Monnoir, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2015 et l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Municipalité de Sainte-Angèle-de-Monnoir au 31 décembre 2015 ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Municipalité de Sainte-Angèle-de-Monnoir inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 8, 9, 16-1, 16-2 et 18, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

1

1 CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique no A106981

Granby

[Original signé par]

DATE 2016-04-04

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

[Original signé par]

DATE _____

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Budget 2015		Réalizations 2015		Total	Réalizations 2014
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	1 605 240	1 659 040			1 659 040	1 703 349
Compensations tenant lieu de taxes	2	9 952	15 691			15 691	10 837
Quotes-parts	3						
Transferts	4	29 013	32 416			32 416	31 769
Services rendus	5	63 384	75 541			75 541	51 213
Imposition de droits	6	56 400	58 640			58 640	58 835
Amendes et pénalités	7	11 400	13 563			13 563	11 641
Intérêts	8	7 800	20 059			20 059	16 344
Autres revenus	9	2 000	15 235			15 235	5 284
	10	1 785 189	1 890 185			1 890 185	1 889 272
Investissement							
Taxes	11						
Quotes-parts	12						
Transferts	13		26 068			26 068	12 000
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14						
Autres	15		1 856			1 856	
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16						
	17		27 924			27 924	12 000
	18	1 785 189	1 918 109			1 918 109	1 901 272
Charges							
Administration générale	19	385 019	367 739	6 100		373 839	335 255
Sécurité publique	20	370 734	332 363	41 316		373 679	368 356
Transport	21	286 723	264 732	142 663		407 395	384 036
Hygiène du milieu	22	334 712	337 731	69 122		406 853	466 095
Santé et bien-être	23	25 100	26 607			26 607	24 574
Aménagement, urbanisme et développement	24	82 276	76 019			76 019	110 716
Loisirs et culture	25	253 757	196 891	31 133		228 024	195 422
Réseau d'électricité	26						
Frais de financement	27	9 508	8 460			8 460	10 663
Amortissement des immobilisations	28	315 500	290 334	(290 334)			
	29	2 063 329	1 900 876			1 900 876	1 895 117
Excédent (déficit) de l'exercice	30	(278 140)	17 233			17 233	6 155

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		2015		2014
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(278 140)	17 233	6 155
Moins: revenus d'investissement	2 (	)	27 924 ) (	12 000)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(278 140)	(10 691)	(5 845)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4	315 500	290 334	311 043
Produit de cession	5			
(Gain) perte sur cession	6		607	2 640
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8	315 500	290 941	313 683
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Remboursement ou produit de cession	12		2 230	
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15		2 230	
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	56 800 ) (	53 300 ) (	50 900)
	18	(56 800)	(53 300)	(50 900)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	343 200 ) (	347 625 ) (	170 805)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	362 640		
Excédent de fonctionnement affecté	21		362 640	199 150
Réserves financières et fonds réservés	22			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	19 440	15 015	28 345
	26	278 140	254 886	291 128
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		244 195	285 283

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		2015		2014
		Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1		27 924	12 000
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Acquisition				
Administration générale	2	(8 400)	(6 294)	(9 335)
Sécurité publique	3)))
Transport	4	(287 100)	(304 566)	(102 005)
Hygiène du milieu	5	(13 200)	(21 117)	(10 355)
Santé et bien-être	6)))
Aménagement, urbanisme et développement	7)))
Loisirs et culture	8	(34 500)	(41 717)	(61 110)
Réseau d'électricité	9)))
	10	(343 200)	(373 694)	(182 805)
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	11)))
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Émission ou acquisition	12	)	( 1 855))
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement 13				
Affectations				
Activités de fonctionnement	14	343 200	347 625	170 805
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	15			
Excédent de fonctionnement affecté	16			
Réserves financières et fonds réservés	17			
	18	343 200	347 625	170 805
	19		(27 924)	(12 000)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20			

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015		2014
		Budget	Réalizations	Réalizations
Rémunération	1	479 692	446 979	398 818
Charges sociales	2	96 670	88 832	81 090
Biens et services	3	912 123	769 620	754 515
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	9 508	8 460	10 663
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6			
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8			
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	217 821	263 767	304 806
Autres	10			800
Autres organismes	11		8 021	28 154
Amortissement des immobilisations	12	315 500	290 334	311 043
Autres				
- Divers	13	32 015	24 863	5 228
-	14			
-	15			
	16	2 063 329	1 900 876	1 895 117

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		Budget 2015	Réalizations	
			2015	2014
Revenus				
Taxes	1	1 605 240	1 659 040	1 703 349
Compensations tenant lieu de taxes	2	9 952	15 691	10 837
Quotes-parts	3			
Transferts	4	29 013	58 484	43 769
Services rendus	5	63 384	75 541	51 213
Imposition de droits	6	56 400	58 640	58 835
Amendes et pénalités	7	11 400	13 563	11 641
Intérêts	8	7 800	20 059	16 344
Autres revenus	9	2 000	17 091	5 284
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	1 785 189	1 918 109	1 901 272
Charges				
Administration générale	12	390 640	373 839	335 255
Sécurité publique	13	413 498	373 679	368 356
Transport	14	428 916	407 395	384 036
Hygiène du milieu	15	424 841	406 853	466 095
Santé et bien-être	16	25 100	26 607	24 574
Aménagement, urbanisme et développement	17	82 276	76 019	110 716
Loisirs et culture	18	288 550	228 024	195 422
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	9 508	8 460	10 663
	21	2 063 329	1 900 876	1 895 117
Excédent (déficit) de l'exercice	22	(278 140)	17 233	6 155
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		5 278 593	5 304 891
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24		1	(32 453)
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		5 278 594	5 272 438
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		5 295 827	5 278 593

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S15.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Budget 2015	Réalizations	
			2015	2014
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(278 140)	17 233	6 155
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	343 200 ) (	373 694 ) (	182 805)
Produit de cession	3			
Amortissement	4	315 500	290 334	311 043
(Gain) perte sur cession	5		607	2 640
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	(27 700)	(82 753)	130 878
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9		(563)	(827)
Variation des autres actifs non financiers	10		22 102	(19 749)
	11		21 539	(20 576)
	12	(305 840)	(43 981)	116 457
Gains (pertes) de réévaluation nets	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(305 840)	(43 981)	116 457
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		837 401	753 397
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16		1	(32 453)
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		837 402	720 944
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18		793 421	837 401

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

	2015	2014
ACTIFS FINANCIERS		
Encaisse	1 926 853	134 316
Placements temporaires	2	869 600
Débiteurs (note 5)	3 202 187	186 414
Prêts (note 6)	4	
Placements de portefeuille (note 7)	5 3 413	3 787
Participations dans des entreprises municipales	6	
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7	
Autres actifs financiers (note 9)	8	
	9 1 132 453	1 194 117
PASSIFS		
Découvert bancaire	10	
Emprunts temporaires (note 10)	11	
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12 71 330	60 565
Revenus reportés (note 12)	13 61 202	36 968
Dette à long terme (note 13)	14 206 500	259 183
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	
	16 339 032	356 716
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17 793 421	837 401
ACTIFS NON FINANCIERS		
Immobilisations (note 15)	18 4 474 461	4 391 708
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	
Stocks de fournitures	20 14 470	13 907
Autres actifs non financiers (note 17)	21 13 475	35 577
	22 4 502 406	4 441 192
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23 5 295 827	5 278 593

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
Activités de fonctionnement		
Excédent (déficit) de l'exercice	17 233	6 155
Éléments sans effet sur la trésorerie		
Amortissement	290 334	311 043
Autres		
- Perte sur cession	607	2 640
-		
	308 174	319 838
Variation nette des éléments hors caisse		
Débiteurs	(15 773)	139 689
Autres actifs financiers		
Créditeurs et charges à payer	10 765	(32 763)
Revenus reportés	24 234	1 915
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs		
Propriétés destinées à la revente		
Stocks de fournitures	(563)	(826)
Autres actifs non financiers	22 102	(19 749)
	348 939	408 104
Activités d'investissement en immobilisations		
Acquisition	(373 694)	(182 805)
Produit de cession		
	(373 694)	(182 805)
Activités de placement		
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales		
Émission ou acquisition	(1 855)	()
Remboursement ou cession	2 230	
Autres placements de portefeuille		
Acquisition	()	()
Cession		
Variation nette des placements temporaires	869 600	(150 000)
	869 975	(150 000)
Activités de financement (note 23)		
Émission de dettes à long terme		
Remboursement de la dette à long terme	(53 300)	(50 900)
Variation nette des emprunts temporaires		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	617	1 031
Autres		
-		
-		
	(52 683)	(49 869)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	792 537	25 430
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	134 316	108 886
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	926 853	134 316

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité de Sainte-Angèle-de-Monnoir est constituée en vertu du Code municipal du Québec.

2. Principales méthodes comptables**Base de présentation**

La direction est responsable de la préparation des états financiers de la municipalité, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages 8 et 9, la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages 16-1 et 16-2 et l'endettement total net à long terme présenté à la page 18.

A) Périmètre comptable et partenariat

S/O

B) Comptabilité d'exercice**Estimations comptables**

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la municipalité doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la municipalité pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Constataction des revenus

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur.

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Les intérêts sur les placements sont constatés en fonction du temps écoulé.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

C) Actifs financiers

Les actifs financiers sont comptabilisés au coût.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la municipalité est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

Placements

Les placements à long terme sont constitués de placements à titre d'investissement et sont comptabilisés au coût.

Si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'un placement subit une moins-value durable. Toute augmentation ultérieure de la valeur d'un placement ayant fait l'objet d'une réduction de valeur n'est comptabilisée à l'état des résultats qu'au moment de sa réalisation.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des emprunts correspondants.

E) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti.

Immobilisations

Amortissement

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

INFRASTRUCTURES :

HYGIÈNE DU MILIEU

Usines et bassins d'épuration	30 ans
Conduites d'égouts	40 ans
Conduites d'aqueduc	40 ans
Purification et traitement de l'eau	30 ans

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

TRANSPORT

Chemins, rues, routes et trottoirs	40 ans
Ponts, tunnels et viaducs	40 ans
Surfaçage d'origine ou resurfaçage majeur	15 ans
Système d'éclairage des rues	20 ans
Aménagement de parcs publics, terrains de stationnement	20 ans
Autres infrastructures - Patinoire	10 ans

BÂTIMENTS

Édifices administratifs, communautaires et récréatifs	40 ans
Atelier, garage et entrepôt	40 ans
Autres	30 ans

AMÉLIORATIONS LOCATIVES

Édifices administratifs, communautaires et récréatifs	15 ans
Atelier, garage et entrepôt	15 ans
Autres	15 ans

VÉHICULES

Automobiles	10 ans
Véhicules lourds - neufs	20 ans
Véhicules lourds - usagés	15 ans

AMEUBLEMENT ET ÉQUIPEMENT DE BUREAU

Équipement informatique	3 ans
Équipement téléphonique	10 ans
Ameublement et équipement de bureau	10 ans

MACHINERIE, OUTILLAGE ET ÉQUIPEMENT DIVERS

Machinerie lourde - neuve	20 ans
Machinerie lourde - usagée	10 ans
Autres	10 ans

Réduction de valeur

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la municipalité de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

F) Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

G) Avantages sociaux futurs

Régime de retraite simplifié à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et charges à payer pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

S/O

I) Instruments financiers

S/O

J) Autres éléments

S/O

3. Modification de méthodes comptables**Passif au titre des sites contaminés**

Au cours de l'exercice, la municipalité a adopté les recommandations du nouveau chapitre SP 3260, « Passif au titre des sites contaminés ».

L'adoption de cette nouvelle norme, en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er avril 2014, n'a eu aucune incidence significative sur les états financiers de la municipalité au 31 décembre 2015 et pour l'exercice terminé à cette date.

Comptabilisation de fonds réservés

Au cours de l'exercice, la municipalité a modifié rétrospectivement sa méthode de comptabilisation du fonds réservé Parcs et terrains de jeux. Antérieurement, conformément aux directives du *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* les sommes accumulées afférentes à ce fonds étaient constatées à titre de fonds réservés.

Cette méthode de comptabilisation n'était pas conforme aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, lesquelles prévoient que ces sommes doivent être constatées à titre de revenus reportés. Cette modification comptable a entraîné, pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014, les ajustements suivants :

	Augmentation (diminution)
	\$
État de la situation financière	
Revenus reportés	32 673
Actifs financiers nets et excédent accumulé	(32 673)
État des résultats	
Excédent de l'exercice	(220)
Excédent accumulé au début de l'exercice	(32 453)
Excédent accumulé à la fin de l'exercice	(32 673)

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	2015	2014
4. Encaisse et placements affectés		
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :		
Encaisse	183 053	13 073
Placements temporaires		169 600
Placements de portefeuille		
Note		
5. Débiteurs		
Taxes municipales	81 117	97 229
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	44 261	23 133
Gouvernement du Canada et ses entreprises	30 171	18 672
Organismes municipaux	19 809	29 344
Autres		
- Droits sur mutations	18 977	11 544
- Autres	7 852	6 492
	202 187	186 414
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises		
Organismes municipaux		
Autres tiers		
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs		
Note		
6. Prêts		
Prêts à un office d'habitation		
Prêts à un fonds d'investissement		
Autres		
-		
-		
Note		
7. Placements de portefeuille		
Placements à titre d'investissement	3 413	3 787
Autres placements		
	3 413	3 787
Note		
Les placements à titre d'investissement sont constitués de parts détenues dans les deux entités suivantes :		
1) 3 313 \$ Coopérative régionale d'électricité de Saint-Jean-Baptiste		
2) 100 \$ Mutuelle des municipalités du Québec		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	2015	2014
8. Avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26 (_____)	(_____)
	27	
Charge de l'exercice		
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	
Régimes à cotisations déterminées	30	
Autres régimes (REER et autres)	31 12 043	13 614
Régimes de retraite des élus municipaux	32	
	33	
	<u>12 043</u>	<u>13 614</u>

Se référer à la section «Autres renseignements complémentaires» pour plus de détails.

Note

9. Autres actifs financiers		
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34	
Autres	35	
	36	

Note**10. Emprunts temporaires**

11. Crédoiteurs et charges à payer			
Fournisseurs	37	25 603	31 216
Salaires et avantages sociaux	38	19 030	16 027
Dépôts et retenues de garantie	39	15 599	4 427
Provision pour contestations d'évaluation	40		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Frais d'assainissement des sites contaminés	42		
Autres			
- Organismes municipaux	43	9 929	7 038
- Intérêts courus dette LT	44	875	815
- Gouvernement du Québec MAPAQ	45	294	1 042
-	46		
-	47		
	48	<u>71 330</u>	<u>60 565</u>

Note

12. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	49		
Transferts	50	28 000	
Autres			
- Loisirs et autres	51	150	4 295
- Parcs et terrains de jeux	52	33 052	32 673
	53	<u>61 202</u>	<u>36 968</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

						2015	2014
13. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance				
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	2,85	6,51	2016	2020	54	206 500	259 800
Obligations et billets en monnaies étrangères					55		
Gains (pertes) de change reportés					56		
					57		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					58		
Organismes municipaux					59		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					60		
Autres					61		
					62	206 500	259 800
Frais reportés liés à la dette à long terme					63	()	(617)
					64	206 500	259 183

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme				Total 2015
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres			
2016	65	73	55 800	81	90	98	55 800
2017	66	74	45 600	82	91	99	45 600
2018	67	75	41 300	83	92	100	41 300
2019	68	76	42 700	84	93	101	42 700
2020	69	77	21 100	85	94	102	21 100
2021 et +	70	78		86	95	103	
	71	79	206 500	87	96	104	206 500
Intérêts et frais accessoires				88	()	105	()
	72	80	206 500	89	97	106	206 500

Note

Montant à rembourser au fonds général de 32 780 \$ pour le règlement d'emprunt 436-12 BR1 - cours d'eau Branche du Rapide (secteur).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	107	793 421
Tiers		837 401
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	108	
Autres	109	
	110	793 421
		837 401
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	111	1 570 030	139		166		193	1 570 030
Eaux usées	112	1 504 369	140		167		194	1 504 369
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	113	3 323 108	141	309 726	168	75 101	195	3 557 733
Autres	114	183 280	142		169		196	183 280
Réseau d'électricité	115		143		170		197	
Bâtiments	116	742 444	144		171		198	742 444
Améliorations locatives	117		145		172		199	
Véhicules	118	592 354	146		173		200	592 354
Ameublement et équipement de bureau	119	118 585	147	6 294	174	6 077	201	118 802
Machinerie, outillage et équipement divers	120	321 101	148	3 725	175	1 094	202	323 732
Terrains	121	195 741	149		176		203	195 741
Autres	122		150		177		204	
	123	<u>8 551 012</u>	151	<u>319 745</u>	178	<u>82 272</u>	205	<u>8 788 485</u>
Immobilisations en cours	124	<u>83 764</u>	152	<u>53 949</u>	179		206	<u>137 713</u>
	125	<u>8 634 776</u>	153	<u>373 694</u>	180	<u>82 272</u>	207	<u>8 926 198</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	126	756 485	154	33 102	181		208	789 587
Eaux usées	127	860 763	155	26 149	182		209	886 912
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	128	1 556 357	156	139 451	183	75 101	210	1 620 707
Autres	129	106 061	157	7 048	184		211	113 109
Réseau d'électricité	130		158		185		212	
Bâtiments	131	363 904	159	26 947	186		213	390 851
Améliorations locatives	132		160		187		214	
Véhicules	133	251 911	161	31 535	188		215	283 446
Ameublement et équipement de bureau	134	85 545	162	11 896	189	5 470	216	91 971
Machinerie, outillage et équipement divers	135	262 042	163	14 206	190	1 094	217	275 154
Autres	136		164		191		218	
	137	<u>4 243 068</u>	165	<u>290 334</u>	192	<u>81 665</u>	219	<u>4 451 737</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	138	<u>4 391 708</u>					220	<u>4 474 461</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	221		224		226		228	
Amortissement cumulé	222	(_____)	225	(_____)	227	(_____)	229	(_____)
Valeur comptable nette	223	<u>_____</u>					230	<u>_____</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	2015	2014
16. Propriétés destinées à la revente		
Immeubles de la réserve foncière	231	
Immeubles industriels municipaux	232	
Autres	233	
	234	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	235	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste «Propriétés destinées à la revente»	236	

Note

17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance	237	5 076	29 730
Frais reportés			
- Rôle d'évaluation	238	8 399	5 847
-	239		
	240	13 475	35 577

Note**18. Obligations contractuelles**

La municipalité s'est engagée, en vertu de divers contrats (déneigement et entretien) échéant en 2020, à verser une somme totale de 99 825 \$.

De plus, la municipalité s'est engagée, en vertu de contrats de location pour des équipements échéant à différentes dates jusqu'en 2020, à verser des loyers totalisant 24 350 \$. Les paiements minimums exigibles en vertu de ces contrats de location pour les prochains exercices s'élèvent à 6 884 \$ en 2016, à 6 401 \$ en 2017, à 4 283 \$ en 2018 et 2019, et à 2 499 \$ en 2020.

Office municipal d'habitation de la municipalité

L'Office municipal d'habitation de Sainte-Angèle-de-Monnoir, la municipalité et la Société d'habitation du Québec ont signé une convention qui prévoit le paiement d'une subvention comblant le déficit d'exploitation des ensembles administrés. La Société d'habitation du Québec contribue à 90 % au déficit d'exploitation et la municipalité subventionne le solde du déficit.

19. Éventualités**a) Cautionnement et garantie**

La municipalité est conjointement responsable avec d'autres municipalités de la dette à long terme de la Municipalité régionale de comté de Rouville. Au 31 décembre 2015, la portion de la dette à long terme attribuable à la municipalité s'élève à 2 012 \$.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

b) Auto-assurance

S/O

c) Poursuites

S/O

d) Autres

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

20. Redressement aux exercices antérieurs

Voir note 3

21. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'administration municipale.

22. Instruments financiers

S/O

23. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :

		2015		2014
Encaisse	241	926 853		134 316
Découvert bancaire	242	()	()	
Placements temporaires	243			869 600
<i>Ajouter</i>				
-	244			
-	245			
-	246			
-	247			
<i>Déduire</i>				
-	248	()	()	869 600
-	249	()	()	
-	250	()	()	
-	251	()	()	
-	252	()	()	
-	253	()	()	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance)				
à la fin de l'exercice	254	926 853		134 316

Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice

255

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

24. Fonds local d'investissement

2015

2014

RÉSULTATS**Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	256
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	257
Autres revenus	258
	<u>259</u>

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	260
Variation de la provision pour moins-value	261
	<u>262</u>
Autres charges	263
	<u>264</u>
Excédent (déficit) de l'exercice	265

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Encaisse	266		
Placements de portefeuille	267		
Débiteurs	268		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	269		
Provision pour moins-value	270	()
	<u>271</u>		
	<u>272</u>		

Passifs

Créditeurs et charges à payer	273		
Revenus reportés	274		
Dette à long terme	275		
	<u>276</u>		
Solde du Fonds local d'investissement	277		

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	278
Supportant les engagements de prêts	279
Supportant les garanties de prêts	280
	<u>281</u>

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

25. Fonds local de solidarité**2015****2014****RÉSULTATS****Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	282
Revenus sur les prêts aux entreprises	283
Autres revenus	284
	<hr/> 285 <hr/>

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts	286
Variation de la provision pour moins-value	287
	<hr/> 288 <hr/>
Intérêts sur la dette à long terme	289
Autres charges	290
	<hr/> 291 <hr/>

Excédent (déficit) de l'exercice	<hr/> 292 <hr/>
---	-----------------

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Encaisse	293		
Placements de portefeuille	294		
Débiteurs	295		
Prêts aux entreprises	296		
Provision pour moins-value	297	() (
	<hr/> 298 <hr/>		
	299		

Passifs

Créditeurs et charges à payer	300
Revenus reportés	301
Dette à long terme	302
	<hr/> 303 <hr/>

Solde du Fonds local de solidarité

Excédent affecté aux prêts aux entreprises	304
Excédent (déficit) non affecté	305
	<hr/> 306 <hr/>

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	307
Supportant les engagements de prêts	308
	<hr/> 309 <hr/>

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

26 Fonds de roulement

La municipalité possède un fonds de roulement dont le capital est fixé à 150 000 \$. Les remboursements en capital sur les sommes empruntées à même ce fonds doivent être effectués sur une période maximum de 10 ans et se font à même les activités financières de fonctionnement.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2015

		2015	2014
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	542 626	554 842
Excédent de fonctionnement affecté	2	331 826	438 055
Réserves financières et fonds réservés	3	150 001	150 001
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 ()	()
Financement des investissements en cours	5		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	4 271 374	4 135 695
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	5 295 827	5 278 593
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	542 626	554 842
Organismes contrôlés	10		
	11	542 626	554 842
Excédent de fonctionnement affecté			
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
- Exercice 2016	12	250 000	362 640
- Eau	13	3 756	3 756
- Élimination des boues	14	78 070	71 659
-	15		
-	16		
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
	21	331 826	438 055
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés			
-	22		
-	23		
-	24		
	25		
	26	331 826	438 055
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières			
-	27		
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32		
Fonds réservés			
Fonds de roulement	33	150 000	150 000
Fonds parcs et terrains de jeux	34		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	35		
Société québécoise d'assainissement des eaux	36		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	37		
Financement des activités de fonctionnement	38		
Fonds local d'investissement	39		
Fonds local de solidarité	40		
Autres			
-	41		
-	42		
-	43		
-	44	1	1
	45	150 001	150 001
	46	150 001	150 001

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	47 () ()	()
Intérêts sur la dette à long terme	48 () ()	()
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	49 () ()	()
Régimes non capitalisés	50 () ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 () ()	()
Autres	52 () ()	()
Régimes non capitalisés	53 () ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	54 () ()	()
Frais d'assainissement des sites contaminés	55 () ()	()
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	56 () ()	()
Utilisation du fonds de roulement	57 () ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	58 () ()	()
Autres	59 () ()	()
-	60 () ()	()
-	61 () ()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	62 () ()	()
Autre financement	63 () ()	()
	64 () ()	()
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	65	
Investissements à financer	66 () ()	()
	67	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	68 4 474 461	4 391 708
Propriétés destinées à la revente	69	
Prêts	70	
Placements à titre d'investissement	71 3 413	3 787
Participations dans des entreprises municipales	72	
	73 4 477 874	4 395 495
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	74 206 500	259 183
Frais reportés liés à la dette à long terme	75	617
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	76 () ()	()
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	77 () ()	()
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	78 () ()	()
	79 206 500	259 800
Dette en cours de refinancement et autres éléments	80	
	81 206 500	259 800
	82 4 271 374	4 135 695

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 _____	2 _____	3 _____

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

S/O

	2015	2014
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 _____	
Charge de l'exercice	5 (_____)	(_____)
Cotisations versées par l'employeur	6 _____	_____
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 _____	_____
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 _____	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 _____	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 _____	_____
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 _____	
Provision pour moins-value	13 (_____)	(_____)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 _____	_____
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 _____	_____
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 _____	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (_____)	(_____)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 _____	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 _____	_____
	21 _____	
Cotisations salariales des employés	22 (_____)	(_____)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 (_____)	(_____)
	24 _____	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 _____	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26 _____	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27 _____	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28 _____	
Variation de la provision pour moins-value	29 _____	
Autres	30 _____	
-	31 _____	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 _____	_____
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 _____	_____
Rendement espéré des actifs	34 (_____)	(_____)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 _____	_____
Charge de l'exercice	36 _____	_____

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	(_____) (_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	
Prestations versées au cours de l'exercice	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 9		
À titre de réserve pour abolition d'indexation excédentaire	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	51	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	52	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	53	
Autres hypothèses économiques		
-	54	
-	55	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	56 _____	57 _____	58 _____

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

S/O

	2015	2014
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	59 (_____)	(_____)
Charge de l'exercice	60 (_____)	(_____)
Prestations ou primes versées par l'employeur	61	
Passif à la fin de l'exercice	62 (_____)	(_____)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	63 (_____)	(_____)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	64	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 (_____)	(_____)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	66		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	67		
	68		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	69	()	
	70		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	71		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	72		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	73		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	74		
Autres			
-	75		
-	76		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	77		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
Charge de l'exercice	79		
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	80		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	81		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	83	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	84	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	85	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	86	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	87		
Autres hypothèses économiques			
-	88		
-	89		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 90 _____

Description des régimes et autres renseignements

S/O

	2015	2014
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	91	

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 92 1

Description des régimes et autres renseignements

Régime de retraite simplifié à cotisations déterminées établi auprès de Desjardins
 Sécurité Financière, compagnie d'assurance-vie

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 93	<u>12 043</u>	<u>13 614</u>

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM)

94 Oui
 95 Non

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice 96	<u> </u>	<u> </u>

Description du régime
 S/O

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Cotisations des élus au RREM 97	<u> </u>	<u> </u>
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 98	<u> </u>	<u> </u>
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 99	<u> </u>	<u> </u>
100	<u> </u>	<u> </u>

Note

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

Administration municipale

Dette à long terme	1	206 500
--------------------	---	---------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	
---------------------------------------	---	--

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dette en cours de refinancement	4	
---------------------------------	---	--

Autres		
--------	--	--

-	5	
---	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé	7	
-------------------	---	--

Débiteurs	8	
-----------	---	--

Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
---	---	--

Autres montants	10	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
--	----	--

Autres		
--------	--	--

-	12	
---	----	--

-	13	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	206 500
---	----	---------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés

Endettement net à long terme	16	206 500
------------------------------	----	---------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	17	2 012
---------------------------------	----	-------

Communauté métropolitaine	18	
---------------------------	----	--

Autres organismes	19	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	20	208 512
------------------------------------	----	---------

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
---	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	208 512
---	----	---------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus)	24	
---	----	--

RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

TAXES		Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	1 203 487	1 225 354	1 187 804
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	54 351	55 340	58 416
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	1 257 838	1 280 694	1 246 220
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	119 805	120 381	117 742
Égout	11	51 480	51 642	51 171
Traitement des eaux usées	12	6 435	6 455	6 396
Matières résiduelles	13	113 707	113 840	121 921
Autres				
-Bibliothèque	14	22 847	22 931	22 782
-Cours d'eau	15	15 825	29 937	103 725
-Vidanges des fosses	16		15 750	15 384
Centres d'urgence 9-1-1	17	7 000	7 107	7 705
Service de la dette	18	10 303	5 578	5 578
Activités de fonctionnement	19		4 725	4 725
Activités d'investissement	20			
	21	347 402	378 346	457 129
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	347 402	378 346	457 129
	26	1 605 240	1 659 040	1 703 349

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	27		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	28		
Taxes d'affaires	29		
Compensations pour les terres publiques	30		
	31		
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	32		
Cégeps et universités	33		
Écoles primaires et secondaires	34	8 886	14 619
	35	8 886	14 619
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	36		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	37		
Taxes d'affaires	38		
	39		
	40	8 886	14 619
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	41	701	707
Taxes sur une autre base			698
Taxes, compensations et tarification	42	365	365
Taxes d'affaires	43		
	44	1 066	1 072
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	45		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	46		
	47		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48		
Autres	49		
	50		
	51	9 952	15 691
			10 837

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS			
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	52	594	
Sécurité publique			
Police	53		
Sécurité incendie	54		
Sécurité civile	55		
Autres	56		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	57	29 013	29 013
Enlèvement de la neige	58		
Autres	59		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	60		
Transport adapté	61		
Transport scolaire	62		
Autres	63		
Transport aérien	64		
Transport par eau	65		
Autres	66		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67		
Réseau de distribution de l'eau potable	68		
Traitement des eaux usées	69		
Réseaux d'égout	70		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	71		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	72		
Tri et conditionnement	73		
Autres	74		
Autres	75		
Cours d'eau	76		
Protection de l'environnement	77		
Autres	78		
Santé et bien-être			
Logement social	79		
Sécurité du revenu	80		
Autres	81		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	82		
Rénovation urbaine	83		
Promotion et développement économique	84		
Autres	85		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	86	2 809	2 756
Activités culturelles			
Bibliothèques	87		
Autres	88		
Réseau d'électricité	89		
	90	29 013	31 769
		32 416	31 769

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	91		
Sécurité publique			
Police	92		
Sécurité incendie	93		
Sécurité civile	94		
Autres	95		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	96	12 000	12 000
Enlèvement de la neige	97		
Autres	98		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	99		
Transport adapté	100		
Transport scolaire	101		
Autres	102		
Transport aérien	103		
Transport par eau	104		
Autres	105		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106		
Réseau de distribution de l'eau potable	107		
Traitement des eaux usées	108	14 068	
Réseaux d'égout	109		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	110		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	111		
Tri et conditionnement	112		
Autres	113		
Autres	114		
Cours d'eau	115		
Protection de l'environnement	116		
Autres	117		
Santé et bien-être			
Logement social	118		
Sécurité du revenu	119		
Autres	120		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	121		
Rénovation urbaine	122		
Promotion et développement économique	123		
Autres	124		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	125		
Activités culturelles			
Bibliothèques	126		
Autres	127		
Réseau d'électricité	128		
	129	26 068	12 000

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS DE DROIT			
Regroupement municipal	130		
Péréquation	131		
Réorganisation municipale	132		
Neutralité	133		
Diversification des revenus	134		
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135		
Programme d'aide financière aux MRC	136		
Autres	137		
	138		
TOTAL DES TRANSFERTS	139	29 013	58 484
			43 769

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

SERVICES RENDUS	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES			
MUNICIPAUX			
Administration générale			
Application de la loi	140		
Évaluation	141		
Autres	142	1 815	5 509
	143	1 815	5 509
Sécurité publique			
Police	144		
Sécurité incendie	145	2 500	7 406
Sécurité civile	146		3 929
Autres	147		
	148	2 500	7 406
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	149	1 166	556
Enlèvement de la neige	150	2 068	1 987
Autres	151		396
Transport collectif	152		
Autres	153		
	154	3 234	2 543
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable			
Réseau de distribution de l'eau potable	155		
Traitement des eaux usées	156		
Réseaux d'égout	157		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés			
Matières recyclables	158		
Collecte sélective			
Collecte et transport	159		
Tri et conditionnement	160		
Autres	161		
Autres	162		
Autres	163		
Cours d'eau	164		
Protection de l'environnement	165		
Autres	166		
	167		
Santé et bien-être			
Logement social	168		
Autres	169		
	170		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	171		
Rénovation urbaine	172		
Promotion et développement économique	173		
Autres	174		
	175		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	176	433	
Activités culturelles			
Bibliothèques	177		
Autres	178		
	179	433	
Réseau d'électricité	180		
	181	5 734	12 197
			11 950

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	650	4 138	747
Sécurité publique	183		2 790	
Transport				
Réseau routier	184		305	1 187
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185			3 199
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188			
Autres	189			
Hygiène du milieu	190	1 400	14 306	
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192	2 000	635	1 500
Loisirs et culture	193	53 600	41 170	32 630
Réseau d'électricité	194			
	195	57 650	63 344	39 263
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	63 384	75 541	51 213
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	3 200	5 555	4 550
Droits de mutation immobilière	198	3 200	53 085	54 285
Droits sur les carrières et sablières	199	50 000		
Autres	200			
	201	56 400	58 640	58 835
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	11 400	13 563	11 641
INTÉRÊTS	203	7 800	20 059	16 344
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204		(607)	(2 640)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	206			
Contributions des promoteurs	207			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209			
Autres contributions	210			
Autres	211	2 000	17 698	7 924
	212	2 000	17 091	5 284

**ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		Budget 2015	Réalizations 2015		Total	Réalizations 2014
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	49 587	49 817	966	50 783	46 105
Application de la loi	2	4 543	3 940		3 940	3 697
Gestion financière et administrative	3	196 237	181 963	5 134	187 097	182 664
Greffe	4	87 375	87 886		87 886	58 016
Évaluation	5	31 387	31 909		31 909	33 286
Gestion du personnel	6	165	165		165	233
Autres	7	15 725	12 059		12 059	11 254
	8	385 019	367 739	6 100	373 839	335 255
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	182 234	182 646		182 646	180 220
Sécurité incendie	10	187 040	148 091	37 264	185 355	183 147
Sécurité civile	11	960	1 023	4 052	5 075	4 989
Autres	12	500	603		603	
	13	370 734	332 363	41 316	373 679	368 356
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	148 486	135 191	142 663	277 854	255 876
Enlèvement de la neige	15	106 995	103 270		103 270	98 988
Éclairage des rues	16	8 300	6 302		6 302	6 522
Circulation et stationnement	17	13 612	11 582		11 582	12 780
Transport collectif						
Transport en commun	18	9 330	8 387		8 387	9 870
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21					
	22	286 723	264 732	142 663	407 395	384 036

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

	Budget 2015		Réalizations 2015		Total	Réalizations 2014
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	77 006	69 275	11 118	80 393	77 267
Réseau de distribution de l'eau potable	24	60 584	41 993	23 215	65 208	69 668
Traitement des eaux usées	25	32 662	20 489	11 303	31 792	34 343
Réseaux d'égout	26	18 870	15 818	17 397	33 215	39 547
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	30 166	29 666		29 666	28 885
Élimination	28	46 700	46 698		46 698	45 369
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	22 897	22 670	3 500	26 170	33 193
Tri et conditionnement	30	8 210	8 210		8 210	10 659
Matières organiques						
Collecte et transport	31	20 657	32 724		32 724	5 083
Traitement	32	1 829	1 829		1 829	1 786
Matériaux secs	33					
Autres	34	4 750				
Plan de gestion	35					
Autres	36		6 330		6 330	1 554
Cours d'eau	37	10 381	41 320	2 589	43 909	117 941
Protection de l'environnement	38		109		109	
Autres	39		600		600	800
	40	334 712	337 731	69 122	406 853	466 095
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	5 600	7 118		7 118	5 334
Sécurité du revenu	42					
Autres	43	19 500	19 489		19 489	19 240
	44	25 100	26 607		26 607	24 574
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	67 865	61 419		61 419	97 493
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	12 511	12 700		12 700	11 439
Tourisme	49					
Autres	50	1 900	1 900		1 900	1 784
Autres	51					
	52	82 276	76 019		76 019	110 716

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	Budget 2015		Réalizations 2015		Total	Réalizations 2014
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
Non audité						
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	44 762	21 023	6 980	28 003	29 462
Patinoires intérieures et extérieures	54	12 603	9 360	4 938	14 298	13 319
Piscines, plages et ports de plaisance	55	2 000	1 371		1 371	1 770
Parcs et terrains de jeux	56	57 496	41 651	3 241	44 892	44 499
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58	33 090	31 158		31 158	15 964
Autres	59	82 182	74 670		74 670	54 939
	60	232 133	179 233	15 159	194 392	159 953
Activités culturelles						
Centres communautaires	61					
Bibliothèques	62	21 624	17 658	15 974	33 632	35 469
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65					
	66	21 624	17 658	15 974	33 632	35 469
	67	253 757	196 891	31 133	228 024	195 422
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ						
	68					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dettes à long terme						
Intérêts	69	8 891	7 843		7 843	9 633
Autres frais	70	617	617		617	1 030
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71					
Autres	72					
	73	9 508	8 460		8 460	10 663
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS						
	74	315 500	290 334	(290 334)		

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	24
Taux global de taxation réel	25
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	29
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations	29
Analyse de la dette à long terme	30
Analyse de la charge de quotes-parts	31
Analyse de la rémunération	32
Analyse des revenus de transfert par sources	32
Analyse du coût des services municipaux	33
Acquisition d'immobilisations par objets	34
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé	35
Fonds de roulement - Capital autorisé	36
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	37
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	38
Taux des taxes	39
Questionnaire	41
Autres renseignements sur l'organisme municipal	42
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2017	43
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	44

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil municipal de
Municipalité de Sainte-Angèle-de-Monnoir

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015 de la Municipalité de Sainte-Angèle-de-Monnoir (ci-après la « municipalité »). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement d'un taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été établi afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 176 du Code municipal du Québec (RLRQ, chapitre C-27.1). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

[Original signé par]

1

1 CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique no A106981

Granby

DATE 2016-04-04

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	1 659 040
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	_____
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	_____
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	_____
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	_____
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	_____
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	_____
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	_____
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	_____
Revenus de taxes	11	1 659 040

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes	1		1 659 040
Ajouter			
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière	2		
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	3		
Total partiel	4		1 659 040
Déduire			
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)			
Taxes d'affaires	5		
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6		
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7		
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	7 107	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9		10 <u>7 107</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	11		1 651 933

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 1 ^{er} janvier 2015 ²	1	<u>196 562 900</u>
Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 31 décembre 2015 ²	2	<u>198 269 700</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>197 416 300</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>1 651 933</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>197 416 300</u>
Taux global de taxation réel de 2015	6	[] [] , [8 | 3 | 6 | 8] / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Évaluation des immeubles imposables effective au 1 ^{er} janvier 2015 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables effective au 31 décembre 2015 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Compte tenu de l'ajustement pour l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM, pour les municipalités qui s'en prévalent.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1			
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3	10 000	17 392	
Conduites d'égout	4			
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	287 100	304 566	102 005
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	34 500	41 717	61 110
Autres infrastructures	11			
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13			
Édifices communautaires et récréatifs	14			
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17			
Ameublement et équipement de bureau	18	8 400	6 294	9 335
Machinerie, outillage et équipement divers	19	3 200	3 725	10 355
Terrains	20			
Autres	21			
	22	343 200	373 694	182 805

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23			
Usines de traitement de l'eau potable	24			
Usines et bassins d'épuration	25		17 392	
Conduites d'égout	26			
Autres infrastructures	27		346 283	163 115
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28			
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31			
Autres infrastructures	32			
Autres immobilisations	33		10 019	19 690
	34		373 694	182 805

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	259 800		53 300	206 500
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3				
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5				
Autres	6				
	7	259 800		53 300	206 500
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10				
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	15 300		4 800	10 500
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	244 500		48 500	196 000
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	259 800		53 300	206 500
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16				
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19				
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	20				
	21				
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	22				
Prêts	23				
Autres	24				
	25				
	26	259 800		53 300	206 500
Dettes en cours de refinancement	27	()		()	()
Reclassement / Redressement	28				
	29	259 800		53 300	206 500

Note

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
Administration générale				
Application de la loi	1		1 043	1 159
Évaluation	2	30 697	31 474	29 711
Autres	3	12 676	9 826	8 480
Sécurité publique				
Police	4	257	257	411
Sécurité incendie	5	22 405	23 970	19 997
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	330	330	1 008
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	128 959	141 029	120 411
Cours d'eau	13	8 396	39 931	110 691
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	12 201	12 201	11 154
Autres	21	1 900	1 900	1 784
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22		1 806	
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité				
	24			
	25	217 821	263 767	304 806

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	1,00	36,00	***	***	***
Professionnels	2	1,00	36,00	***	***	***
Cols blancs	3	3,28	36,00	***	***	***
Cols bleus	4	1,92	40,00	***	***	***
Policiers	5			***	***	***
Pompiers	6	2,00	32,00	***	***	***
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7			***	***	***
	8	9,20		***	***	***
Élus	9	7,00		36 900	1 584	38 484
	10	16,20		***	***	***

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13					
Traitement des eaux usées	14		14 068			14 068
Réseaux d'égout	15					
Autres	16	29 607	12 000	2 809		44 416
	17	29 607	26 068	2 809		58 484

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Administration générale											
Application de la loi	1	3 940	27		53	3 940	79		105	3 940	131
Évaluation	2	31 909	28		54	31 909	80		106	31 909	132
Autres	3	331 890	29	6 100	55	337 990	81	5 952	107	332 038	133 756
	4	367 739	30	6 100	56	373 839	82	5 952	108	367 887	134 756
Sécurité publique											
Police	5	182 646	31		57	182 646	83		109	182 646	135
Sécurité incendie	6	148 091	32	37 264	58	185 355	84	10 196	110	175 159	136 6 932
Sécurité civile	7	1 023	33	4 052	59	5 075	85		111	5 075	137
Autres	8	603	34		60	603	86		112	603	138
	9	332 363	35	41 316	61	373 679	87	10 196	113	363 483	139 6 932
Transport											
Réseau routier											
Voirie municipale	10	135 191	36	142 663	62	277 854	88	860	114	276 994	140 772
Enlèvement de la neige	11	103 270	37		63	103 270	89	1 987	115	101 283	141
Autres	12	17 884	38		64	17 884	90		116	17 884	142
Transport collectif	13	8 387	39		65	8 387	91		117	8 387	143
Autres	14		40		66		92		118		144
	15	264 732	41	142 663	67	407 395	93	2 847	119	404 548	145 772
Hygiène du milieu											
Eau et égout											
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	69 275	42	11 118	68	80 393	94		120	80 393	146
Réseau de distribution de l'eau potable	17	41 993	43	23 215	69	65 208	95	3 372	121	61 836	147
Traitement des eaux usées	18	20 489	44	11 303	70	31 792	96		122	31 792	148
Réseaux d'égout	19	15 818	45	17 397	71	33 215	97	10 515	123	22 700	149
Matières résiduelles											
Déchets domestiques et assimilés	20	76 364	46		72	76 364	98		124	76 364	150
Matières recyclables	21	65 433	47	3 500	73	68 933	99	420	125	68 513	151
Autres	22	6 330	48		74	6 330	100		126	6 330	152
Cours d'eau	23	41 320	49	2 589	75	43 909	101		127	43 909	153
Protection de l'environnement	24	109	50		76	109	102		128	109	154
Autres	25	600	51		77	600	103		129	600	155
	26	337 731	52	69 122	78	406 853	104	14 307	130	392 546	156

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		Amortissement des immobilisations		Charges		Services rendus		Coût des services municipaux		Frais de financement
			+	=	-		=				
Santé et bien-être											
Logement social	157	7 118	172	187	7 118	202	217	7 118	232		
Sécurité du revenu	158		173	188		203	218		233		
Autres	159	19 489	174	189	19 489	204	219	19 489	234		
	160	26 607	175	190	26 607	205	220	26 607	235		
Aménagement, urbanisme et développement											
Aménagement, urbanisme et zonage	161	61 419	176	191	61 419	206	635 221	60 784	236		
Rénovation urbaine	162		177	192		207	222		237		
Promotion et développement économique	163	14 600	178	193	14 600	208	223	14 600	238		
Autres	164		179	194		209	224		239		
	165	76 019	180	195	76 019	210	635 225	75 384	240		
Loisirs et culture											
Activités récréatives	166	179 233	181	15 159 196	194 392	211	41 282 226	153 110	241		
Activités culturelles											
Bibliothèques	167	17 658	182	15 974 197	33 632	212	322 227	33 310	242		
Autres	168		183	198		213	228		243		
	169	196 891	184	31 133 199	228 024	214	41 604 229	186 420	244		
Réseau d'électricité	170		185	200		215	230		245		
	171	1 602 082	186	290 334 201	1 892 416	216	75 541 231	1 816 875	246	8 460	

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015****Non audité**

		2015	2014
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	373 694	182 805
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	373 694	182 805

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		2015	2014
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	554 842	638 562
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	554 842	638 562
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	244 195	285 283
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5		
Activités d'investissement	6		
Excédent de fonctionnement affecté	7	(256 411)	(369 003)
Réserves financières et fonds réservés	8		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	(12 216)	(83 720)
Solde à la fin de l'exercice	12	542 626	554 842
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	438 055	268 202
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	438 055	268 202
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(362 640)	(199 150)
Activités d'investissement	17		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	256 411	369 003
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	(106 229)	169 853
Solde à la fin de l'exercice	22	331 826	438 055
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	150 001	182 454
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		(32 453)
Solde redressé au début de l'exercice	25	150 001	150 001
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26		
Activités d'investissement	27		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		
Financement des investissements en cours	29		
	30		
Solde à la fin de l'exercice	31	150 001	150 001

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	2015	2014
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Solde au début de l'exercice	32 ()	()
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33	
Solde redressé au début de l'exercice	34 ()	()
Augmentation de l'exercice		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	35 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36 ()	()
Autres	37 ()	()
Régimes non capitalisés	38 ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites		
d'enfouissement	39 ()	()
Frais d'assainissement des sites contaminés	40 ()	()
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	41 ()	()
Utilisation du fonds de roulement	42 ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	43 ()	()
Autres	44 ()	()
	45 ()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	46 ()	()
Autre financement	47 ()	()
	48 ()	()
Diminution de l'exercice		
Affectations débitrices aux activités de fonctionnement		
Remboursement de la dette à long terme liée aux	49	
activités de fonctionnement	50	
	51	
Solde à la fin de l'exercice	52 ()	()
Financement des investissements en cours		
Solde au début de l'exercice	53	
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	54	
Solde redressé au début de l'exercice	55	
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à		
des fins fiscales	56	
Virements		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	57	
Excédent de fonctionnement affecté	58	
Réserves financières et fonds réservés	59	
	60	
Solde à la fin de l'exercice	61	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Solde au début de l'exercice	62 4 135 695	4 215 673
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	63	
Solde redressé au début de l'exercice	64 4 135 695	4 215 673
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement	65	
Excédent de fonctionnement affecté	66	
Variation résiduelle de l'exercice	67 135 679	(79 978)
Solde à la fin de l'exercice	68 4 271 374	4 135 695

**FONDS DE ROULEMENT
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>150 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>150 000</u>
Diminution		
	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>150 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	Solde au 1 ^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Virement	Solde au 31 décembre
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement			
Montant non réservé	1	2	3	4	5 ()	6	7
Montant réservé pour le service de la dette	8	9	10	11	12 ()	13	14
	15	16	17	18	19 ()	20	21

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	2015		2014
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	()
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	()
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	()
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

**TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	| 0 | , | 6 | 2 | 0 | 0 | \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	5	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	| | , | | | | | \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	| 0 | , | 0 | 2 | 8 | 0 | \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	12	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	| | , | | | | | \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	| | , | | | | | \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	19	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	| | , | | | | | \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	| | , | | | | | \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	26	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	| | , | | | | | \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

		Par unité de logement	
Eau	1	2 3 0 , 0 0	\$
Égout	2	1 2 0 , 0 0	\$
Eau et égout	3	,	\$
Traitement des eaux usées	4	1 5 , 0 0	\$
Matières résiduelles	5	1 4 3 , 9 5	\$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 , %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Règlement 365-06 Prés-Verts	10,2500	3	
Eau	1,1500	7	mètre cube
Bibliothèque	31,0000	4	logement
Règlement 436-12 Br 1 Rapide	21,2694	3	
Règlement 436-12 Br 1 Rapide	19,9325	7	hectare
Résidus verts	15,2500	7	unité d'évaluation
Règlement 348-05 Auto pompe	,0110	1	
Règlement 357-06 Chemin du vide	,0060	1	
Règlement 396-08 Citerne	,0110	1	
Vidange fosses septiques	75,0000	4	logement non desservi

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
 2 - du mètre carré
 3 - du mètre linéaire
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
 6 - % de la valeur locative
 7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2015	9		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2015 des engagements en vertu du règlement concerné	10		\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13		\$
b) autres formes d'aide	14		\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2015 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	332 543 \$	
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20		\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21	3 000	22 <input type="checkbox"/>

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité	OUI	NON	S.O.
8. La municipalité a-t-elle la compétence de percevoir les droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM au cours de l'exercice?	25 <input type="checkbox"/>	26 <input type="checkbox"/>	
9. La municipalité applique-t-elle les nouvelles normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	27 <input type="checkbox"/>	28 <input type="checkbox"/>	29 <input checked="" type="checkbox"/>
Les questions 10 et 11 s'adressent aux municipalités ayant des compétences de MRC seulement			
10. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	30 <input type="checkbox"/>	31 <input checked="" type="checkbox"/>	
11. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	32 <input type="checkbox"/>	33 <input checked="" type="checkbox"/>	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 5 chemin du Vide
(no) (rue)
Sainte-Angèle-de-Monnoir (Québec) J0L 1P0
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 460-7838
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 460-3853
(ind. rég.) (numéro)

Courriel jhoule@sainte-angele-de-monnoir.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Pierrette Gendron

Téléphone (450) 460-7838
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 460-3853
(ind. rég.) (numéro)

Courriel pgendron@sainte-angele-de-monnoir.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Raymond Chabot Grant Thornton SENCRL

Titre Comptables professionnels agréés

Adresse 35 rue Dufferin
(no) (rue)
Granby (Québec) J2G 4W5
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 375-4400
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 375-0128
(ind. rég.) (numéro)

Courriel legendre.marc@rcgt.com

Responsable du dossier Marc Legendre FCPA, FCA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

**RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2017
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2015

1
.....

Facteur comparatif

2
.....

Valeur uniformisée

3 _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Pierrette Gendron , atteste que le rapport financier de Sainte-Angèle-de-Monnoir pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2016-04-04 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont détenues par Sainte-Angèle-de-Monnoir .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Sainte-Angèle-de-Monnoir consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Sainte-Angèle-de-Monnoir détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton «Attester», je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 17 233 \$.

Le taux global de taxation réel de 2015 à la page S34 ligne 6 est de ,8368 \$.

Date et heure de la dernière modification : 2016-04-03 11:19:28

Date de transmission au Ministère : 2016/04/18

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2015

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

Nom : Sainte-Angèle-de-Monnoir

**Affaires municipales
et Occupation
du territoire**

Québec 

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015		2014
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	1 785 189	1 890 185	1 889 272
Investissement	2		27 924	12 000
	3	1 785 189	1 918 109	1 901 272
Charges	4	2 063 329	1 900 876	1 895 117
Excédent (déficit) de l'exercice	5	(278 140)	17 233	6 155
Moins : revenus d'investissement	6 (	) (	27 924 ) (	12 000)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(278 140)	(10 691)	(5 845)
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations	8	315 500	290 334	311 043
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9			
Remboursement de la dette à long terme	10 (	56 800 ) (	53 300 ) (	50 900)
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	343 200 ) (	347 625 ) (	170 805)
Excédent (déficit) accumulé	12	362 640	362 640	199 150
Autres éléments de conciliation	13		2 837	2 640
	14	278 140	254 886	291 128
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15		244 195	285 283

Extrait du rapport financier, pages S14 et S15

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
Actifs financiers			
Débiteurs	1	202 187	186 414
Autres	2	930 266	1 007 703
	3	1 132 453	1 194 117
Passifs			
Dette à long terme	4	206 500	259 183
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5		
Autres	6	132 532	97 533
	7	339 032	356 716
Actifs financiers nets (dette nette)	8	793 421	837 401
Actifs non financiers			
Immobilisations	9	4 474 461	4 391 708
Autres	10	27 945	49 484
	11	4 502 406	4 441 192
Excédent (déficit) accumulé	12	5 295 827	5 278 593

Extrait du rapport financier, page S20

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	13	542 626	554 842
Excédent de fonctionnement affecté			
- Exercice 2016	14	250 000	362 640
- Eau	15	3 756	3 756
- Élimination des boues	16	78 070	71 659
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
-	21		
-	22		
	23	331 826	438 055
Réserves financières	24		
Fonds réservés	25	150 001	150 001
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	26 ()	(
Financement des investissements en cours	27		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	28	4 271 374	4 135 695
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	29		
	30	5 295 827	5 278 593

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015		2014
		Budget	Réalisations	Réalisations
Fonctionnement				
Taxes	1	1 605 240	1 659 040	1 703 349
Compensations tenant lieu de taxes	2	9 952	15 691	10 837
Quotes-parts	3			
Transferts	4	29 013	32 416	31 769
Services rendus	5	63 384	75 541	51 213
Autres	6	77 600	107 497	92 104
	7	1 785 189	1 890 185	1 889 272
Investissement				
Taxes	8			
Quotes-parts	9			
Transferts	10		26 068	12 000
Autres	11		1 856	
	12		27 924	12 000
	13	1 785 189	1 918 109	1 901 272

Extrait du rapport financier, page S14

**SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	Budget 2015		Réalizations 2015		Réalizations 2014
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Administration générale					
Évaluation	1	31 387	31 909		33 286
Autres	2	353 632	335 830	6 100	301 969
Sécurité publique					
Police	3	182 234	182 646		180 220
Sécurité incendie	4	187 040	148 091	37 264	183 147
Autres	5	1 460	1 626	4 052	4 989
Transport					
Réseau routier	6	277 393	256 345	142 663	374 166
Transport collectif	7	9 330	8 387		9 870
Autres	8				
Hygiène du milieu					
Eau et égout	9	189 122	147 575	63 033	220 825
Matières résiduelles	10	135 209	148 127	3 500	126 529
Autres	11	10 381	42 029	2 589	118 741
Santé et bien-être	12	25 100	26 607		24 574
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	13	67 865	61 419		97 493
Promotion et développement économique	14	14 411	14 600		13 223
Autres	15				
Loisirs et culture	16	253 757	196 891	31 133	195 422
Réseau d'électricité	17				
Frais de financement	18	9 508	8 460		10 663
Amortissement des immobilisations	19	315 500	290 334	(290 334)	
	20	2 063 329	1 900 876		1 895 117

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3